

Laitine à Njoro, quartier de Moshi, Tanzanie

Elisabeth Palcia



Tanzanie

L'amélioration des services d'assainissement de la ville de Moshi. Analyse de la demande et régulation du secteur



Contexte et enjeux

Située en Tanzanie, dans la Région du Kilimandjaro, la ville de Moshi (200 000 hab.) est particulièrement intéressante par l'originalité et le dynamisme de la gestion de ses services d'eau et d'assainissement collectif, qui depuis 1998 a pris la forme d'une autorité indépendante de l'eau et de l'assainissement (MUWSA).

Avec un taux de couverture de l'ordre de 65% pour l'eau potable et de 15% pour l'assainissement, les réseaux collectifs restent encore insuffisants, mais connaissent un essor remarquable. La Municipalité conserve la responsabilité de l'assainissement autonome ce qui pose des problèmes de coordination entre institutions décentralisées.

Objectifs de l'action

Les objectifs poursuivis ont été les suivants :

- Par une segmentation de la demande, identifier des groupes homogènes de consommateurs et mieux comprendre les processus de décision. Dans cette perspective, une des hypothèses fortes est que le marché de l'assainissement doit être appréhendé à partir des locataires mais également des propriétaires.
- Tester certaines innovations concernant les méthodes d'évaluation contingente de la demande

par enquête (évaluer les effets d'une période de réflexion donnée aux enquêtés, prise en compte d'une volonté de travailler).

- Mieux comprendre les enjeux et les conditions d'une décentralisation de nature à favoriser les initiatives et le partage des charges financières, mais qui présente de forts risques d'incohérence et génère des besoins de coordination et de réglementation.

Description de l'action

Deux séries d'investigation ont été conduites par les universités de Dar es Salaam (Tanzanie) et Pau (France), avec l'appui du Cereve (Paris) :

- une enquête auprès de 800 ménages, préparée par plusieurs entretiens réalisés sous la forme de groupes focaux,
- des entretiens approfondis réalisés auprès des diverses institutions concernées, complétés par une analyse détaillée des rapports d'activité.

Résultats obtenus

Une réelle demande d'équipements améliorés

Selon les dispositifs proposés, de 93 à 97% des ménages locataires consentiraient à augmenter le montant de leur loyer pour améliorer ou changer leur équipement existant. Ces augmentations consenties sont significatives : entre 23 et 57%

du loyer actuel. Mais bien que les différents acteurs, locataires et propriétaires bailleurs, semblent pouvoir s'entendre sur les modalités de financement des nouveaux équipements, l'absence fréquente de réalisation de ces investissements est symptomatique d'un défaut de coordination au sein du marché locatif.

Des pratiques, attitudes et comportements très diversifiés

La recherche montre que l'on peut constituer une typologie cohérente des dispositifs d'assainissement autour de cinq dispositifs. Ce résultat est riche d'enseignements pour segmenter de façon performante l'offre de service. Par ailleurs entre 30 et 45% des ménages ont exprimé un consentement à travailler globalement élevé.

L'entreprise municipale d'eau et d'assainissement (MUWSA) : une gestion autonome efficace, mais une vision stratégique insuffisante

Depuis sa création en 1998, la MUWSA a renforcé son autonomie financière, condition de son indépendance (liberté de fixer les prix, de procéder à des coupures). Elle apparaît en mesure de dégager une importante capacité de financement des investissements. C'est moins la croissance du chiffre d'affaires que la diminution des pertes techniques et commerciales qui a permis à la MUWSA d'augmenter substantiellement ses recettes. Mais en l'absence de plan stratégique d'assainissement pour l'ensemble de la ville, la MUWSA est incitée à se concentrer sur la rentabilisation à court terme de ses équipements.

La Municipalité et les problèmes de coordination institutionnelle

L'adoption d'une stratégie globale pour l'ensemble de la ville passe par un renforcement de la coordination institutionnelle susceptible de favoriser des innovations financières (condominium), une clarification du statut juridique des équipements publics, un suivi plus étroit des risques environnementaux, la formation et l'incitation des artisans. D'une façon générale, il apparaît nécessaire de contractualiser les engagements des diverses institutions.

Impacts et perspectives

Fruit d'une étroite collaboration avec les services concernés, les résultats de la recherche doivent faire l'objet d'une restitution au cours de l'année 2003. Une comparaison avec d'autres cas de régulation décentralisée devrait permettre de mieux cerner les conditions de mise en oeuvre

d'une gestion autonome à la fois efficace et juste.



Elisabeth Palela

Fosse septique dans une concession

Quels enseignements tirer ?

Les enseignements de cette recherche contribuent à une meilleure compréhension des forces et des faiblesses d'une décentralisation/libéralisation. Ils justifient le renforcement des coordinations entre catégories d'acteurs, tant individuels qu'institutionnels.

Thèmes de recherche

Gestion domestique de l'assainissement : pratiques, attitudes, comportements et demande – Rationalité des acteurs et régulation du service d'assainissement

Budget : 22 000 Euros

Mots clés

Typologie des systèmes d'assainissement, stratégie de l'assainissement, évaluation contingente de la demande, consentement à payer, rôle des communes

Contact

Amos Mhina, Elisabeth Palela
Université de Dar es Salam
P.O. Box 35042, Dar es Salam, Tanzanie
T. 255 22 2410725 – F. 255 22 2410006
Email: mhinak@ucc.ac.tz

Bernard Contamin, Crepao
Université de Pau et des pays de l'Adour
3 avenue Jean Darrigrand, 64100 Bayonne, France
T. 33 (0) 5 59 52 89 66 – F. 33 (0) 5 59 52 89 62
E-mail: contamin@utbayonne.univ-pau.fr

Partenaires associés

Municipalité de Moshi, Moshi Urban Water and Sewerage Authority (MUWSA)